



01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	5



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires



A consulter: les rapports périodiques régionaux du Mixed Migration Center (MMC): [Afrique du Sud et de l'Est](#), [Afrique de l'Ouest](#), [Afrique du Nord](#), [Europe](#).

Mouvements transnationaux

Statistiques: selon Frontex, le nombre de franchissements irréguliers des frontières de l'UE entre janvier et juin 2024 a diminué de près d'un tiers par rapport à 2023. Les Balkans occidentaux et la Méditerranée centrale ont enregistré les plus fortes baisses (-72% et -61% respectivement), tandis que les frontières terrestres de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est ont connu les plus fortes augmentations (+174% et +148%).

Cette tendance se confirme en **Italie**, où est constatée une [baisse du nombre d'arrivées depuis le 1er janvier](#), passant de 71 000 en 2023 à 27 000 personnes arrivées à la même période. Cette diminution semble s'expliquer, pour les départs de Tunisie, par l'accord passé l'année dernière avec l'UE destiné à "la gestion des frontières (...), des opérations de recherche et de sauvetage (...), la lutte contre le trafic de migrants et la politique de retour". Le nombre d'interceptions par les autorités tunisiennes a ainsi bien. Concernant les départs depuis la Libye, il semble que cette route ait été moins empruntée en 2024. Si l'endiguement des arrivées semble fonctionner, les ONG s'interrogent sur le prix humain que cela suppose.

Du côté de la route **atlantique**, la hausse est également confirmée. En l'espace de 24 heures, du jeudi 18 au vendredi 19 juillet, [377 personnes ont débarqué sur Grande Canarie](#). Dans le préambule de son projet de réforme de la loi des étrangers, [l'Espagne prévoit l'arrivée de 70.000 personnes d'ici la fin de l'année](#), venant souligner un contexte d'urgence. En 2023, année record, près de 40.000 personnes avaient atteint les côtes espagnoles.

Grèce: selon Save the Children, le [nombre d'arrivées d'enfants a quadruplé](#) (soit 6.400) en une année, 1/4 était non accompagné. L'ONG dénonce aussi le fait que ces enfants ne sont pas traités comme tels à leur arrivée en Grèce.

Kenya: pour la première fois, un procès ciblant le trafic d'êtres humains est en cours. Les 12 plaignantes, [employées en tant que domestiques au Moyen-Orient](#), y ont été victimes d'abus physiques ou sexuels et s'estiment abandonnées par leur pays qui ne les aurait ni informées ni protégées des risques encourus.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Libye: Lors du [Forum transméditerranéen sur les migrations](#), qui s'est tenu à Tripoli, 28 délégations se sont réunies pour travailler sur une "vision stratégique partagée pour faire face à la crise migratoire". A cette occasion, le premier ministre libyen a souligné que sur les 7 millions d'habitants que compte le pays, [2,5 millions étaient des personnes migrantes](#), dont 70 % à 80 % seraient en situation irrégulière. Selon lui, une installation définitive de ces personnes en Libye est "inacceptable".

Financement des migrations: Statewatch détaille le [financement de l'externalisation du contrôle des migrations](#) et évoque aussi comment les modifications apportées aux règles de l'UE en matière de [délivrance de visas](#), entrées en vigueur en 2020, permettent d'instaurer des sanctions contre les États qui ne coopèrent pas aux expulsions.

Surveillance, refoulements

Frontex: Pour son nouveau mandat, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé [vouloir tripler les effectifs](#) de l'agence européenne. Avec un budget de plus de 845 millions d'euros en 2023 contre 6 millions d'euros après sa création, c'est l'agence européenne la mieux dotée. Pour autant, les attaques dont elle fait l'objet sont toujours nombreuses. Parmi elles, une plainte est actuellement en cours devant la Cour de Justice de l'UE, visant à démontrer que la [Grèce ne pourrait pas procéder systématiquement à des expulsions collectives](#) sans la coopération de Frontex.

Italie: Une [vidéo diffusée sur les réseaux sociaux](#) a créé l'émotion, montrant un chauffeur fouetter violemment des femmes migrantes cachées à l'arrière de son camion. Ces femmes sont actuellement hébergées et soutenues psychologiquement par Caritas.

Chypre: des témoignages rapportent que près de 60 personnes, qui tentent d'entrer en Europe via Chypre, sont bloquées dans la [zone connue sous le nom de "Ligne verte", zone tampon contrôlée par l'ONU qui divise Chypre en régions nord et sud](#). Ces expulsions vers ce no man's land seraient régulières. Selon les autorités chypriotes, « *Étant donné que ces personnes ont traversé la Turquie pour se rendre dans les zones occupées (RTCN), il est de la responsabilité de la Turquie de leur donner accès aux procédures d'asile.* »

Allemagne: après avoir introduit des contrôles temporaires à toutes ses frontières pour le championnat Euro 2024, le [gouvernement fédéral souhaiterait maintenir ces contrôles](#), du fait de leur "efficacité". L'introduction de tout contrôle aux frontières doit être présentée aux autorités de l'UE avant de pouvoir être mise en œuvre et doit être réexaminée une fois tous les six mois pour déterminer si elle reste nécessaire.

Pologne: le gouvernement a mis en place une zone tampon complètement militarisée le long de la frontière pour empêcher les migrants de pénétrer dans le pays. et a récemment élargi les prérogatives des forces armées, leur donnant désormais le droit de [tirer sur les migrants sans en être tenus responsables pénalement](#).

Libye: Les autorités libyennes ont arrêté le directeur commercial de la compagnie aérienne privée Ghadames Airlines, accusé d'avoir [transporté des centaines de personnes au Nicaragua](#), d'où les passeurs organisaient des voyages ultérieurs vers les États-Unis.

Disparitions, sauvetages

Sénégal/Mauritanie/Canaries: Quelques jours après un [nauffrage faisant 89 victimes mortelles](#),

et 72 personnes disparues (uniquement 9 personnes survivant.e.s), début juillet, le [ler](#)

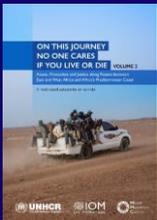
[ministre sénégalais Ousmane Sonko a lancé un appel à la jeunesse pour ne pas prendre le risque de traverser l'Atlantique](#). La migration a été l'un des principaux sujets de l'élection présidentielle sénégalaise de mars, beaucoup espérant que l'amélioration de l'économie aiderait à endiguer l'exode des jeunes du pays. Le gouvernement a lancé un plan d'action sur les migrations, qui renforce les contrôles aux frontières et s'attaque aux réseaux de passeurs. Fin juillet, l'armée sénégalaise a indiqué avoir [intercepté une nouvelle pirogue de 209 migrants au large du Sénégal](#), partie quatre jours plus tôt de Gambie. La semaine précédente, une pirogue similaire avait déjà été interceptée.

UE: Selon l'ONG Statewatch, une [modification de la Directive européenne sur l'aide à l'immigration illégale de 2002](#) serait en cours de discussions, et risquerait de criminaliser davantage les migrants et ceux qui leur viennent en aide. En 2023, au

moins 117 personnes ont fait l'objet de poursuites pénales ou administratives pour avoir agi en solidarité avec les migrants dans l'UE, et au moins 76 personnes migrantes ont été criminalisées pour avoir traversé les frontières.

Disparitions: l'initiative ["Missing at the borders"](#) donne la voix aux familles de personnes disparues le long des routes migratoires, qui portent le souvenir de leurs proches via des vidéos et réclament des réponses sur ce qui leur est arrivé.

Manche: [mort d'un jeune Soudanais au large de Calais](#), alors que son embarcation, chargée de 85 passagers, s'était abîmée en mer. Dans la même semaine, 2 autres naufrages avaient déjà été constatés, eux aussi avec des victimes mortelles. Si elles sont moins nombreuses, les embarcations en direction du Royaume Uni partent de plus en plus surchargées.



Publication d'un rapport conjoint MMC/ HCR/OIM ["Dans ce périple, personne ne se soucie si tu vis ou si tu meurs: Abus, protection et justice le long des routes entre l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et la côte méditerranéenne de l'Afrique"](#), 2ème édition (1ère parue en 2020). Ce rapport, basé sur des entretiens menés avec plus 30.000 personnes entre 2020 et 2023, met en lumière les risques le long du parcours migratoire, le besoin de réponses de protection, et un appel à agir pour réduire les causes de ces déplacements. 2 fois plus de gens mourraient sur ces routes terrestres que sur la route maritime de la Méditerranée centrale.

Enfermement, rétention

Italie: Amnesty International, dans son rapport ["Liberté et dignité : observations sur la détention administrative des migrants et des demandeurs d'asile en Italie"](#), dénonce le placement abusif de migrants en centres de rétention fermés, (CPR). L'enquête insiste notamment sur le sort des ressortissant.e.s tunisien.ne.s régulièrement envoyé.e.s dans ces lieux de privation de liberté, en vue de leur expulsion, malgré le dépôt d'un dossier d'asile ; et ce car la Tunisie est considérée comme "pays sûr".

Royaume-Uni: le nouveau gouvernement a annoncé la [fermeture du Bibby Stockholm, "prison flottante"](#) pour demandeurs d'asile qui avait ouvert une année auparavant sous le feu des critiques.

Grèce: Dans un [rapport](#) récemment publié, le

[Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants](#) du Conseil de l'Europe exhorte une nouvelle fois les autorités grecques à améliorer les conditions de vie dans les centres de rétention du pays, en particulier ceux nouvellement construits et financés par l'UE sur les îles de la mer Égée. Quelques semaines plus tard, Amnesty International publie également un rapport sur les conditions de rétention en Grèce, ["Samos: nous nous sentons en prison sur l'île"](#); dans lequel sont dénoncées les arrestations arbitraires et illégales des personnes, enfermées à leur arrivée dans une structure du centre fermé de Samos. L'ONG exhorte l'UE à ne pas prendre ce camp en modèle pour la construction d'autres centres - prévus dans le cadre du Pacte migratoire récemment adopté.

Expulsions / retours / relocalisations

Algérie/Libye/Niger: Selon l'ONG Alarmphone Sahara, [463 Nigériens ont été renvoyés mi-juillet à Dirkou \(nord-est du Niger\) depuis la Libye](#), sans aucune information aux autorités et alors que les capacités d'accueil sont extrêmement limitées (centres déjà saturés). Selon Aziz Chehou, coordinateur de l'ONG, "*Il y a des milliers et des milliers de migrants qui sont dans les rues, qui ne sont pas encore introduits dans les centres de transit des organisations internationales pour les migrations et qui s'adonnent à des activités comme la mendicité dans les rues, des travaux sous-rémunérés, des dérapages comme des petits vols à l'arrachée et, pour les femmes, souvent la prostitution*".

UE: plusieurs pays européens (dont Chypre, l'Autriche et l'Italie) demandent une [révision des](#)

[relations avec le régime de Bachar Al-Assad afin de faciliter les renvois](#) de ressortissant.e.s syriens. Berlin et Vienne souhaitent aussi pouvoir expulser des réfugiés afghans délinquants.

Royaume-Uni: Le nouveau premier ministre Keir Starmer a confirmé dès le lendemain de son élection l'[abandon du projet des conservateurs d'expulser au Rwanda](#) des personnes arrivées illégalement sur les côtes anglaises. Le gouvernement rwandais a, lui, déclaré que l'accord [ne prévoyait pas la restitution des 280 millions d'euros](#) qui avaient déjà été versés. Pour autant, le gouvernement travailliste britannique a annoncé son intention d'utiliser l'argent et les avions prévus pour le Plan Rwanda pour [expulser "les gens qui n'ont pas le droit de rester" au Royaume-Uni](#).

03 | Accueil, protection, intégration

Asile, Séjour

Espagne/Canaries: [400 enfants hébergés jusque-là aux Canaries vont être transférés dans diverses communautés autonomes](#). Cette décision intervient alors que les structures d'hébergement de l'archipel sont totalement saturées : 6.000 enfants y sont actuellement hébergés, pour une capacité de 2.000 places. Alors que le gouvernement souhaitait une révision de la loi sur les étrangers en rendant obligatoire la solidarité entre les régions, rien n'a finalement été acté. [L'Eglise espagnole avait plaidé pour un « pacte d'État »](#) pour l'accueil et l'intégration des enfants migrants.

France/Afghanistan: Décision historique de la Cour nationale du droit d'asile qui indique, dans une décision récente, que les [femmes afghanes qui fuient le régime taliban sont susceptibles d'obtenir "le statut de réfugiées"](#) du fait de "leur appartenance au groupe social des femmes

afghanes". Pour autant le statut de réfugiée a été [refusé à deux autres victimes, de nationalité mexicaine et albanaise](#), adoptant une interprétation plus restrictive de l'arrêt du 16 janvier de la Cour de Justice de l'UE. La CJUE avait jugé que "les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un groupe social" et prétendre au statut de réfugié si "dans leur pays d'origine elles sont exposées, en raison de leur sexe, à des violences physiques ou mentales".

Finlande: adoption d'une [loi permettant aux policiers de refouler](#) les personnes à la frontière orientale du pays, sans laisser la possibilité aux exilés de demander l'asile. Une mesure pourtant contraire à la Constitution et aux engagements internationaux de la Finlande en matière de droits humains.

Intégration - protection

Allemagne: [démission du premier député d'origine africaine](#) au Parlement allemand, après avoir été la cible d'attaques racistes et menaces de mort récurrentes.

Allemagne/Italie: La Commission européenne poursuit devant la Cour de Justice de l'UE l'Allemagne et l'Italie pour la [réduction des prestations familiales pour les travailleurs mobiles de l'UE](#), estimant que ces réductions

sont contraires aux traités européens sur l'égalité de traitement et la non-discrimination en raison de la nationalité.

France: à l'approche de l'ouverture des Jeux Olympiques à Paris, plusieurs évacuation de "campements" ont été opérées, avec mise à l'abri des personnes dans des hébergements d'urgence en région parisienne. Une décision bienvenue pour les associations, qui s'étonnent en revanche de cette soudaine disponibilité, alors que ces derniers mois, les transferts se faisaient systématiquement en région pour cause de saturation des sites d'accueil en île de France. Or de nombreuses personnes se refusaient à quitter la capitale: "Ce sont des gens que l'État a essayé d'orienter en région depuis des mois, mais qui refusent parce qu'ils ont une vie à Paris, des enfants scolarisés, des démarches administratives (...) Il y a des gens qui travaillent, qui sont là depuis des années".

Italie: selon un rapport intitulé "Family (Net)Work -- Laboratorio su Casa, Famiglia e Lavoro Domestico", l'Italie aura besoin l'an prochain de plus de deux millions de travailleurs dans le secteur domestique, dont les 2/3 devront venir de l'étranger. La crise démographique et le vieillissement de la population vont de pair avec un besoin croissant d'aide domestique.



04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Union Européenne

UE: La Présidence de l'UE par la Hongrie pour les 6 prochains mois, inquiète les modérés. Victor Orban, son Président, cultive sa réputation de provocateur, grand admirateur de Donald Trump et pratiquant une politique migratoire ultra restrictive dans son pays.

France: À l'international, la défaite du Rassemblement national (extrême droite) aux dernières élections législatives – arrivé 3^{ème} derrière le Nouveau Front populaire et le camp présidentiel – a été saluée par nombre de partenaires de la France, à commencer par les dirigeants de gauche.

Afrique

Afrique du Nord

Tunisie: en amont des élections présidentielles prévues en octobre prochain, auxquelles l'actuel Président Kaïs Saïed a confirmé sa candidature, Lotfi Mraïhi, candidat déclaré, a été condamné à 8 mois de prison et à une inéligibilité à vie. D'autres personnalités politiques ayant annoncé leur candidature sont poursuivies en justice ou détenues en prison.

Algérie/Maroc/France: tensions diplomatiques entre la France et l'Algérie (rappel de l'ambassadeur algérien à Paris) depuis que la France a fait l'annonce d'un renforcement du soutien français au plan d'autonomie marocain pour le territoire contesté du Sahara occidental.

Afrique de l'Ouest

AES/Cédéao: 1er sommet de l'AES célébré à Niamey début juillet, lors duquel a été entérinée

leur alliance au sein d'une "confédération", et confirmée la rupture avec le reste de la Cédéao.

[Assimi Goïta, président malien](#), a été désigné pour présider l'Alliance. Quelques jours plus tard, la [Cédéao tenait également son sommet](#), s'inquiétant de ces nouvelles relations diplomatiques avec les 3 pays sahéliens.

Burkina Faso: adoption en conseil des ministres d'un [projet de loi visant à interdire l'homosexualité](#).

Côte d'Ivoire: à Abidjan, suite à une [opération de déguerpissement dans le quartier d'Ajdamié](#), les habitants se sont opposés aux agents du district et aux forces de l'ordre venus les expulser et détruire leurs maisons afin d'élargir une avenue, aboutissant à des affrontements violents.

Gambie: les députés ont finalement [rejeté une proposition de loi qui aurait levé l'interdiction de l'excision et des mutilations génitales féminines](#) en vigueur depuis 2015, après des mois de controverse et de pressions internationales.

Guinée: après [l'arrestation puis la disparition des 2 opposants, Oumar Sylla et Mamadou Billo Bah](#), leurs familles ont porté plainte en France pour « disparition forcée » contre le chef de la junte, le colonel Mamadi Doumbouya. Mercredi 31 juillet, 15 ans après les faits, [Moussa Dadis Camara, ancien chef de la junte, a été reconnu coupable](#) de crimes contre l'humanité, pour le massacre du 28 septembre 2009 au cours duquel 156 personnes avaient été tuées et 1 400 blessées par des militaires, à Conakry.

Mali: Les autorités maliennes ont annoncé [autoriser à nouveau les activités des partis politiques et des associations à caractère politique](#), suspendues depuis le 10 avril. Pour autant, aucune échéance n'a encore été définie pour les prochaines élections.

Afrique centrale

Cameroun: Sur le plan sécuritaire, [69 personnes, membres de Boko Haram et leurs familles, se sont rendues](#) début juillet à la Force multinationale mixte (FMM) au Cameroun et au Niger, et *«seront remises à leur pays pour un programme de déradicalisation»*. La FMM, créée en 1994 pour lutter contre la criminalité transfrontalière, avait élargi son mandat à la lutte contre les djihadistes.

Dans le pays, le [taux de réussite au baccalauréat plafonne à 37 %](#), le pire depuis 20 ans. Ces résultats catastrophiques s'expliquent notamment par la volonté du ministère des

Les [séparatistes maliens du Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad ont annoncé, fin juillet, une « victoire éclatante »](#) contre l'armée malienne et ses alliés russes après trois jours d'« *intenses combats* » dans le nord du pays, près de la frontière algérienne.

Niger: faute d'accord entre les autorités des deux pays, confirmation du [retrait des troupes allemandes au Niger, et arrêt de l'exploitation de la base de transport aérien](#) par l'Allemagne.

Nigeria: Pour faire face à l'inflation galopante et à l'insécurité alimentaire, le Président envisage un [plan de 1,3 milliard de dollars](#). Aussi, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi visant à plus que doubler le salaire minimum, les autorités mettant en garde contre les protestations liées à l'augmentation du coût de la vie, convoquées par les syndicats.

Aussi, la Cour de justice de la Cédéao a imposé une [sanction financière au pays pour avoir réprimé avec force des manifestants pacifiques](#) qui exigeaient, en 2020, la fermeture d'une unité de police notoirement connue sous le nom de Special Anti-Robbery Squad, ou SARS.

Sénégal: les [premiers barils de brut ont été exportés](#), et seront raffinés aux Pays-Bas et en Allemagne. Si le Sénégal dispose de ses propres raffineries, les autorités ont préféré ne pas prendre de risque pour cette première production, et prévoient un raffinage local à partir de septembre.

Togo: [attaque inédite](#) (par son ampleur) d'un poste avancé de l'armée togolaise dans le nord du pays par une centaine de combattants affiliés à Al-Qaïda, en provenance du Burkina Faso. Bilan lourd (au moins 6 morts), mais pas encore confirmé.

enseignements secondaires de ne plus repêcher les élèves ayant une moyenne inférieure à 10/20. Cette sévérité exceptionnelle aurait été décidée en représailles aux fuites d'épreuves. Aussi, une frange de la communauté enseignante explique le niveau insuffisant des élèves par la pandémie du Covid-19, en 2020.

République centrafricaine: résolution adoptée à l'unanimité de l'ONU qui permet la [levée de l'embargo territorial sur les armes](#), mis en place en 2013 après le début de la guerre civile. C'est une « *victoire diplomatique* » pour Bangui qui, soutenu par la Russie et la Chine, dénonçait

l'embargo comme un « *affront* » et une sanction « *injuste* », même si les forces gouvernementales en étaient exclues depuis un an.

RDC: L'Angola, médiateur, a annoncé la conclusion d'un [accord de cessez-le-feu entre Kinshasa et Kigali](#) dans le conflit qui oppose l'armée congolaise et la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), appuyée par le Rwanda, à compter du 4 août. L'accord doit se faire à la suite d'une trêve humanitaire de quinze jours, qui arrivera à échéance le 3 août. [Une première trêve humanitaire avait été](#) interrompue le 12 juillet.

Afrique de l'Est

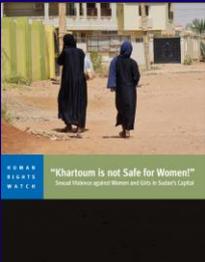
Ethiopie: la [multiplication de raptés contre rançons](#), attribués à des rebelles ou des bandits, se multiplient dans la région Oromia. La police et l'armée fédérales, usées par plusieurs années de conflits, peinent à contrôler la situation. Début juillet, plus de [100 personnes ont été enlevées](#).

Kenya: après un mois de contestation sociale, ponctuée de rassemblements pacifiques qui ont progressivement dégénéré en violences, les [manifestations ont été déclarées interdites](#) à Nairobi. Depuis le début des manifestations le 18 juin, au moins 50 personnes auraient été tuées. Le cas du Kenya illustre la [situation fiscale de nombreux pays africains](#). La difficulté de créer un système fiscal durable dans les pays où l'informalité est importante et où les revenus sont faibles est liée au sentiment des citoyens que les impôts ne contribueront pas à créer un État-providence qui améliorera leur vie. Au contraire, ils vont payer une dette qu'ils n'ont pas contractée et remplir les poches des politiques. Pays africain avec le pourcentage de dette le plus élevé, le Kenya s'était vu dans l'obligation d'augmenter ses impôts pour rembourser ses prêts.

Soudan: Les Etats Unis ont annoncé que des [pourparlers pour mettre fin à la guerre s'ouvriront au mois d'août](#) en Suisse

Après 25 ans de présence en RDC, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ([Monusco](#)) a [officiellement pris fin dimanche 30 juin](#) dans la province du Sud-Kivu, dans l'est du pays.

Rwanda: [réélection du Président en place Paul Kagamé](#) avec 99,18% des voix, pour son 4ème mandat. Crédité du spectaculaire redressement économique du Rwanda après le génocide, il est aussi critiqué pour le manque d'ouverture démocratique dans le pays.



Dans son rapport "Khartoum n'est pas sûr pour les femmes", Human Right Watch dénonce des [violences sexuelles généralisées, commises par les paramilitaires et l'armée](#). HRW accuse plus particulièrement les FSR de « *crimes de guerre et crimes contre l'humanité* », et les deux parties de « *crimes de guerre* » pour leurs attaques sur le système de santé.



Rapport de Amnesty International qui révèle comment [le Soudan contourne l'embargo des Nations Unies sur les armes](#), se fournissant d'armes venues de Chine, de Russie ou des Emirats arabes unis. 2 canaux ont été identifiés: d'une part, le détournement d'armes prétendument destinées au commerce « civil », par exemple à des activités de chasse ou de sport, et d'autre part, la vente d'armes à blanc, qui à l'origine ne permettent pas le tir de projectiles.

Environnement

Ethiopie: Des [coulées de boue ont entraîné la mort de plusieurs centaines de personnes](#) (au moins 275) dans la zone de Gofa, dans le sud-ouest du pays. L'OCHA indique que plus de 15 000 personnes sont exposées à un risque élevé de nouveaux éboulements et doivent être évacuées immédiatement vers des zones sûres. Particulièrement vulnérable aux aléas climatiques, la Corne de l'Afrique subit les conséquences des phénomènes inverses El Niño et La Niña, alternant entre sécheresses et pluies diluviennes.